

TRIBUNE DE CAUX



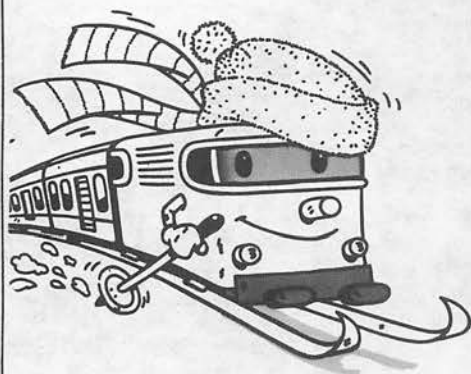
Nord-Américains à Caux : une remise en question

Trois races trois cultures une Amérique

Page 10
Zimbabwe :
le compte
à rebours

Page 14
Rencontre
industrielle

LA NEIGE, TOUT SCHUSS AVEC LE TRAIN.



Une bonne précaution :
réservez vos places à l'avance.

SNCF
REDECouvrez LE TRAIN.

Young & Rubicam 266 / 78 V



Toujours près de vous.
Même à l'étranger!

winterthur
assurances

«Winterthur»
Société Suisse d'Assurances
General Guisan-Strasse 40
8401 Winterthur

ESSO

SHOP

Tout pour
votre voiture!

«Un ravi»

Dans son vêtement monacal fané, saint François s'incline vers le sol où des oiseaux sont rassemblés pour écouter sa parole. Un ou deux arbres, une colline et le ciel immense font à cette scène une toile de fond d'un bleu passé. Cette image d'une fresque d'Assise nous était envoyée au début de septembre par une amie à qui les épreuves n'ont pas manqué, mais qui a conservé intact le pouvoir — ou la grâce — de s'émerveiller.

«Pas étonnant, écrit-elle, qu'une telle ville ait fabriqué un ravi. Elle est ravissement, de rue en rue, de pierre en pierre... Étonnant, ajoute-t-elle, que les écologistes ne se réclament pas de ce saint-là qui a tant aimé toute la création et banni la consommation...»

Écologistes ou non, les hommes d'aujourd'hui ne sont guère portés à se réclamer d'un saint. Ils invoquent plus volontiers les théories vaguement scientifiques qui leur permettent de critiquer les gaspillages et les abus des autres plutôt que les leurs. Il est plus facile de dénoncer les gâchis et les dégâts de la civilisation industrielle que d'accepter soi-même la pauvreté évangélique franciscaine. Saint François d'Assise ne peut nous conduire ni à un mépris hargneux pour le génie inventif de l'homme, ni à l'idolâtrie de la Nature. Mais nous pouvons nous laisser ravir avec lui par la beauté de la création, et guider par un amour obéissant du Créateur.

Philippe Schweisguth

TRIBUNE DE CAUX

ABONNEMENTS ANNUELS

(12 numéros)

France: FF 50. Suisse: Fr. s.: 24.—. Belgique: FB 380. Canada: \$ 12.—. Autres pays par voie normale: FF 55 ou Fr. s. 30.—. Pays d'outre-mer, par avion: FF 65 ou Fr. s. 32.—.

Prix spécial étudiants, lycéens:
FF 25.—; Fr. s. 15.—; FB 200.

Verser le montant de l'abonnement:

France: à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49, La Source.

Suisse: à la Tribune de Caux, CCP 10 - 253 66, Lausanne.

Belgique: au Réarmement moral, 297, rue Salzannes-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention «abonnement Tribune de Caux»).

Canada: par chèque bancaire au nom de «Tribune de Caux», 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique: par mandat de 3250 francs CFA (abonnement avion) ou 2750 francs (par voie maritime) à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 PARIS), CCP 32 726 49, La Source, France.

HORIZONS

La petite flamme

«Rien n'est réglé», titrait le *Journal de Genève* après le coup de théâtre de Camp David. Et le caricaturiste du *Figaro* de montrer Begin et Sadate tentant de protéger de leurs seules mains la petite flamme juste allumée dans le désert et aussitôt menacée par le vent des premières oppositions.

Camp David peut en effet aboutir à la guerre comme à la paix, mais la petite flamme a pour elle d'être alimentée par une veilleuse permanente, celle de la foi. Quand a-t-on vu, à notre époque, trois hommes

d'Etat demander ensemble au monde de prier pour leurs efforts vers la paix? Une telle foi peut paraître bien candide ou fragile dans les emportements de la politique internationale, mais, au Moyen-Orient, elle seule peut faire converger les aspirations des peuples en présence.

Méridien

Notre couverture: visages nord-américains. De gauche à droite: Keith Dunn, de Richmond, en Virginia; Edwin Crane, du peuple sarcee, en Alberta (Canada) et André Létourneau, de Montréal.

SOUSCRIPTION pour le centenaire de Frank Buchman

En cette année 1978, qui marque le centième anniversaire de la naissance du fondateur du Réarmement moral, beaucoup ont souhaité exprimer de façon tangible la reconnaissance qu'ils portent à Frank Buchman et contribuer à la poursuite de l'action qu'il a entreprise.

A cet effet, une souscription a été lancée. Il en a été beaucoup question durant les conférences de l'été à Caux. Elle a pour cible de récolter mille parts de mille francs suisses, soit un million de francs. Bien entendu, plusieurs personnes peuvent choisir de se grouper pour donner ou récolter une part, alors que d'autres voudront au contraire en donner plusieurs.

La moitié de cette somme sera attribuée aux frais courants de l'année du centenaire; elle permettra en particulier de parer aux difficultés qu'ont eues de nombreux participants

étrangers à s'acquitter de leurs frais de séjour à Caux en raison des taux de change défavorables. L'autre moitié alimentera un fonds qui, à plus long terme, aidera à subvenir aux frais d'entretien de Caux.

Au 20 septembre, des dons pour un montant total de 210013 francs suisses avaient été reçus; 181 émanaient de Suisse (191014 francs) et 45 de l'étranger (18 996 francs).

Les contributions, qui doivent porter la mention «Fonds du centenaire», peuvent être adressées à la Fondation pour le Réarmement moral soit par virement auprès de la Banque Populaire Suisse à Lucerne, soit par compte de chèques-postaux N° 60-12000 à Lucerne également.

En France, on peut adresser les dons au Réarmement moral, 68 bld Flandrin, 75116 Paris, en ajoutant également la mention «Fonds du centenaire».

Daniel Mottu

Cent trente représentants du Canada et des Etats-Unis rassemblés à Caux

Un continent à l'écoute du monde

La présence à Caux d'une importante délégation nord-américaine a dominé la dernière quinzaine de la conférence d'été. Les membres de cette délégation se sont trouvés confrontés non seulement au reste du monde et aux exigences et jugements des uns et des autres vis à vis de l'Amérique, mais aussi à eux-mêmes et à leur propre diversité: étonnement des Américains et des Canadiens anglais devant la qualité et la richesse de la contribution québécoise lors d'une soirée culturelle; prise de conscience, pour les noirs et les blancs de la réalité du problème indien; constat de la part des noirs américains de l'écart qui s'est creusé entre leur situation et celle de leurs frères africains.

Dès le début de la session, les Américains ont exprimé leur désir de se mettre à l'écoute du monde, conscients que leur continent a souvent oscillé entre la volonté d'imposer ses idées et la tentation de l'isolationnisme.

«Les Américains, a déclaré Steve Dickinson, de Richmond, doivent comprendre l'intensité des ressentiments inspirés par un pays qui, en prenant des responsabilités mondiales, a commis des erreurs considérables. Dans les conférences internationales, ce genre de situation aboutit souvent à l'affrontement et à l'impasse. A Caux, en revanche, la rencontre entre l'Amérique et le monde a pris une valeur créatrice et a établi des ponts de compréhension et de confiance.

«Quand une éducatrice égyptienne qui a souffert de voir ses jeunes compatriotes fauchés par des armes d'origine américaine nous demande pardon pour ses ressentiments, quand une Cambodgienne, ancien ministre, abandonne sa haine des Américains, quand un général érythréen en exil renonce à combattre «le feu par le feu» et demande notre appui pour aider les gouvernements à adopter des politiques conformes aux injonctions de nos consciences d'hommes, nous sentons naître de solides amitiés par delà les frontières et les océans. La confiance ouvre la voie à une information mutuelle honnête. Dans cette perspective, nous nous trouvons stimulés dans nos propres décisions.»

Lors d'un échange de vues autour d'une table ronde, nous nous sommes entretenus avec six membres du groupe américain: M^{me} Henrine Banks, ancienne doyenne des étudiantes du *Bethune-Cookman College*, en Floride, la plus ancienne université pour noirs aux Etats-Unis; M^{lle} Cleiland Donnan, professeur

de danse de Richmond; Keith Dunn, étudiant en journalisme (*Virginia Commonwealth University*); Winston Jones, employé des postes à Richmond; Richard Ruffin, un des responsables du Réarmement moral aux Etats-Unis, et Bill Pensoneau, de l'Oklahoma, ancien président du *Conseil de la jeunesse indienne d'Amérique*.

En lisant le compte-rendu de cet échange on

constate le cheminement personnel qui a été réalisé par les interlocuteurs et l'esprit d'écoute mutuelle qui les anime. Reflètent-ils vraiment l'Amérique d'aujourd'hui ou sont-ils en avance sur la réalité? Quoi qu'il en soit, on peut entrevoir, en lisant ces lignes, le jour où les races et les cultures différentes contribueront pleinement à la création d'une Amérique nouvelle.



Trois races trois cultures une Amérique

— Quelle importance attachez-vous à cette conférence?

M^{me} Banks: Je suis venue à Caux parce qu'il me paraît très important que des Américains et des Canadiens se consacrent à la tâche de rapprocher leurs deux nations. C'est ce qui nous permettra de faire ce à quoi vise le Réarmement moral: l'unité de toutes les nations.

W. Jones: Je veux découvrir la façon dont des gens venus des quatre coins du monde peuvent vivre et travailler ensemble.

Bill Pensoneau: Je suis ici pour étudier comment le Réarmement moral agit en présence des transferts de pouvoir qui sont en train de se produire dans le monde, particulièrement en Afrique australe, au Québec et vis à vis de la situation des Indiens d'Amérique.

Cleiland Donnan: J'estime que les USA

n'assument pas leur responsabilité mondiale comme ils le devraient. Il me tient à cœur de découvrir comment cela pourrait se faire.

— Vous souhaitez être de meilleurs partenaires des autres peuples. Comment y parvenir?

Dick Ruffin: En tant que simples citoyens, c'est à nous d'exprimer ce que nous aimerions entendre de la bouche de nos dirigeants. Nous souhaiterions voir appliqués au monde entier les principes sur lesquels notre nation a été fondée et que nous avons tout juste commencé à mettre en œuvre vis à vis des Américains noirs et indiens, comme l'exige notre constitution. Il nous faut appliquer ces principes à nos relations avec l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, de sorte que soient satisfaits les besoins fondamentaux de tous les peuples. C'est une tâche à laquelle je crois que notre président voudrait s'atteler, mais il est souvent limité par les moti-

vations d'ordre purement économique de nos compatriotes. Cela coûte cher au reste du monde, en particulier pour ce qui est de l'inflation et de la lenteur avec laquelle nous changeons notre politique énergétique. Nous consommons le quart de l'énergie mondiale et c'est beaucoup trop. Voilà ce qu'il nous faut changer en Amérique.

— **La composition de votre délégation semble correspondre à la composition de la société américaine dans son ensemble. Comment voyez-vous l'avenir des relations interraciales et intercommunautaires aux Etats-Unis?**

M^{me} Banks: Il m'a fallu beaucoup de temps pour me rendre compte que d'autres groupes ethniques, en Amérique, avaient bien plus souffert que les noirs. Depuis, je me préoccupe particulièrement du sort des Indiens. Nous risquons de voir les gens des différentes communautés refuser de se rencontrer, de régler des affaires entre eux, de se lier d'amitié. Il faut que nous nous débarrassions de cette attitude, que nous nous acceptions les uns les autres comme êtres humains.

Bill Pensoneau: Dans notre communauté, se posent de graves problèmes sociaux: suicides,



M^{me} Banks: «Acceptons-nous les uns les autres comme êtres humains.»

drogue, alcoolisme, femmes battues, etc. Il nous faut commencer par redresser la situation, retrouver notre dignité. Prenons nos propres décisions au lieu de laisser Washington décider pour nous. En assumant la responsabilité de notre propre avenir, nous pourrions être un exemple pour les autres. Au cours des der-

nières années, nous avons remporté d'importantes victoires. Par exemple, la Cour Suprême nous a accordé le droit de propriété d'un tiers de l'Etat du Maine. Nous devons apprendre à nous servir de l'autorité morale que nous ont conférée nos souffrances passées. Nous nous considérons comme les hôtes de l'Amérique. A nous maintenant de montrer que nous croyons au partage et de réaffirmer nos anciennes valeurs.

Dick Ruffin: Il est faux de parler d'un problème noir ou d'un problème indien. Il s'agit d'un problème blanc. Notre attitude de supériorité, le fait que nous prétendons savoir mieux, que l'Amérique, à nos yeux, nous appartient plus qu'aux autres, voilà le problème. En nous imaginant que nous sommes davantage responsables du pays que les autres, nous les empêchons d'assumer toutes leurs responsabilités. Je regrette cette attitude et je veux faire en sorte que nous nous mettions à travailler en partenaires égaux.

— **Il semble de plus en plus admis que la société de l'avenir sera une société multiraciale et multiculturelle. Comment voyez-vous votre contribution à cette évolution?**

Réalités canadiennes

Pour les Américains du Nord venus cet été à Caux, l'une des découvertes importantes aura été celle des réalités canadiennes, grâce à la présence d'un fort contingent du Québec et de représentants des provinces anglophones de ce pays.

Keith Newman, un journaliste de l'Alberta, résumait en ces termes la situation: «Au Québec, les francophones ont mis en valeur, et avec quel dynamisme, leur propre culture; ils veulent affirmer d'autant plus leur identité. Les Canadiens anglais s'en tiennent, eux, à la notion du «cher vieux pays» et se sentent menacés par le dynamisme et les ambitions des Québécois. Au parlement fédéral, les députés du Québec et de l'Ontario occupent à eux seuls la moitié des sièges: les représentants des autres provinces craignent donc d'avoir de moins en moins à dire dans les affaires du pays; d'où l'émergence, chez eux aussi, de nouveaux leaders qui réclament une décentralisation du pouvoir. Le Canada est sur la voie de grands changements. La question qui se pose est: quelle sorte de changement?»

Dans cette perspective, Caux a pu servir de catalyseur. «Souvent, avouait un Québécois, M. Laurent Gagnon, j'ai perdu l'espoir que les Canadiens anglais puissent changer. Car ils semblaient ne pas comprendre. Mais à Caux, j'ai vu que c'était possible. Jamais je ne les avais vus aussi ouverts au changement. Je dirais même que c'est la tâche des Canadiens français de les aider à changer, non pas en les culpabilisant mais en répondant à leur générosité par la générosité.»

A ces paroles faisaient écho celles d'un Canadien anglais de l'Ontario qui s'excusait de n'avoir jamais cherché à comprendre les Québécois dont l'attitude lui semblait «malvenue et fondée sur des préjugés». «J'accepte de me sentir pleinement responsable de l'état

de mon pays, ajoutait-il, et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour répondre aux besoins actuels. Ce qui veut dire, précisait-il, connaître le Canada, en étudiant ses problèmes et les hommes qui sont derrière eux.»

«Le défi est de taille, concluait un participant. Chacun devra y mettre le meilleur de lui-même. Le vrai Canada est encore à forger.»



M. Rémy Berdat (au centre), maire de Moutier, dans le Jura suisse, reçoit dans sa ville quelques-uns des Canadiens et des Américains.

Keith Dunn: L'Amérique pourrait être à cet égard le meilleur des exemples. Sa population blanche est composée d'Européens de toutes origines qui ont émigré parce qu'ils étaient opprimés dans leurs propres pays. Ce qui est important maintenant c'est que la loi, qui est censée être la même pour tous, soit appliquée à tous de la même façon.

Winston Jones: Maintenant, nous avons la loi pour nous, ce qui n'a pas toujours été le cas. Mais les lois ne changent pas toujours le cœur des hommes. Il s'agit de ne pas tirer parti de cette nouvelle législation dans un esprit de revanche, mais en faisant preuve de compréhension. Après tout, c'est un parlement blanc et un président blanc qui ont fait passer cette législation. Si j'habite la maison que j'occupe actuellement, c'est grâce à ces nouvelles lois. Quand nous avons emménagé, la majorité de la population du quartier était blanche et ma femme et moi avons dû entreprendre de changer la mentalité de nos voisins. Nous avons constitué une association de quartier pour amener les blancs qui songeaient à s'en aller à rencontrer les noirs qui emménageaient dans le quartier.

Il y a aux Etats-Unis une loi qui impose aux écoles que la proportion d'enfants noirs et d'enfants blancs soit égale à celle de la population de toute la ville. Cela a obligé les autorités à organiser un système fort complexe de transport d'enfants d'un quartier à l'autre (le *bussing*) pour respecter cette proportion. Dans notre quartier, à cause des succès obtenus par notre association, la composition raciale est la même que celle de toute la ville, de sorte que très peu de nos enfants doivent aller à l'école dans un autre quartier.



Winston Jones: «Les lois ne changent pas toujours le cœur de l'homme.»

Cleiland Donnan: Ces problèmes me paraissent très lointains, jusqu'au jour où je me suis rendu compte combien j'étais arrogante et hypocrite. Je suis d'abord allée rendre visite à une personne de race noire, chez elle, avant de l'inviter chez moi. Je voulais lui manifester mon amitié. Plus tard, j'ai reçu de nombreux dirigeants de la ville, appartenant aux deux communautés. Ce qui compte à mes yeux, ce n'est pas qu'ils soient noirs ou blancs, mais que nous pouvons nous attaquer ensemble aux problèmes qui se posent dans notre ville.

Winston Jones: Pour ce qui est du problème culturel, j'estime qu'il revient à chaque groupe ethnique de faire le nécessaire pour préserver sa culture. Que nos différentes cultures soient appréciées par tous, oui! Mais pour moi la culture noire est unique comme la culture indienne est unique pour un Indien. Je peux imiter la culture des autres, mais ce n'est pas la même chose. Prenez par exemple la *Gospel music*, la musique religieuse des noirs. Il n'y a que les noirs pour la jouer. D'autres peuvent chanter nos chants, mais ils ne peuvent pas y mettre l'esprit, le sentiment que nous y mettons. Il y a des tas de bons musiciens de jazz, mais le jazz est noir et personne ne peut lui donner la puissance intérieure que nous lui donnons.

Bill Pensoneau: Nous devons partager notre culture sans perdre notre identité. Il y a un équilibre difficile à trouver entre la nécessité de rester indien et celle d'être un citoyen des Etats-Unis. C'est pour cette raison que, pour le moment, je suis opposé à ce que des non-Indiens exécutent nos chants et nos danses.



Bill Pensoneau: «Nous sommes les hôtes de l'Amérique.»

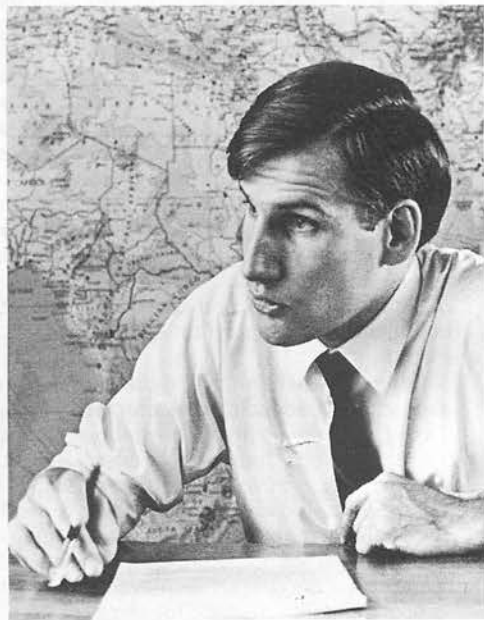
— Selon vous, quelle est la bataille qu'il faut mener en priorité dans votre pays au plan moral?

Bill Pensoneau: Au cours des dix dernières années, nous avons assisté à une véritable prolifération des droits, qui doit être maintenant égalée par une prolifération des devoirs.

Dick Ruffin: Nous ne pouvons pas pousser plus avant la coopération entre les races et faire l'économie d'une sollicitude authentique qui va d'individu à individu. Il faut que déferle sur la société américaine une vague de désintéressement. Le chômage frappe 40% des jeunes noirs. A elles seules, les mesures du gouvernement fédéral ne changeront rien à cette situation. Si l'on consacrait des millions à résoudre ce problème, on ne ferait qu'aggraver l'inflation. Le remède ne peut venir que de ceux qui embauchent et de ceux qui sont chargés des programmes de formation. C'est à eux qu'il revient de prendre en charge ces jeunes noirs, de les former et de leur apprendre à tenir un emploi. Il en va de même pour les autres minorités ethniques. Les effets de cette sollicitude, dès qu'elle est appliquée, pourraient servir d'exemple partout dans le monde.

J'aimerais ajouter ceci: le fait que les représentants de nos différentes minorités sont de plus en plus disposés à se faire entendre, à dire leur vraie situation, à exprimer ce qu'ils sentent, aide les blancs à changer d'attitude et à comprendre ce qu'il faut faire. C'est là un élément capital de toute négociation future.

(Propos recueillis par Philippe Lasserre)



Dick Ruffin: «D'individu à individu, une sollicitude authentique.»

Avant la rencontre des 28-29 octobre

Quelle Suisse pour quel monde ?

Maintenant que la création du canton du Jura a été massivement ratifiée par le vote du 24 septembre, il y a une question qui reste plus que jamais posée au peuple suisse, c'est celle de la solidarité envers le monde.

Que voudrait dire pour chacun de ses habitants une Suisse ouverte au monde? Serait-il prêt à assumer sa part des souffrances de l'humanité, non seulement par quelques paroles compatissantes, mais jusqu'au point où cela dérangerait sa manière de vivre et ses habitudes, où cela exigerait des sacrifices ?

Dans un débat public consacré au projet de loi sur les étrangers qui vient d'être présenté au parlement, un homme politique faisait remarquer que plusieurs des règlements proposés sont inspirés par la peur. Peur d'une criminalité qui viendrait de l'extérieur, peur d'un climat politique à l'instar de celui qui règne chez les voisins, peur d'une masse de chômeurs qui ne pourraient repartir chez eux.

La peur recroqueville; elle sabote l'ouverture.

« Démocratie-témoin » au cœur de l'Europe, la Suisse est née et a grandi à coups de risques. Chaque étape décisive de son histoire aurait pu faire crouler l'édifice. Or, en assumant les bouleversements de l'histoire, elle est sortie renforcée, souvent agrandie.

Repliée sur elle-même, la Suisse ne peut survivre. « Pour son bien et celui du monde, il faut que la Suisse ouvre ses ailes », écrit Louis-Albert Zbinden, dans le dernier paragraphe de son livre *Suisse*, paru dans la collection *Petite Planète*. Les occasions ne lui manquent pas.

Le pays se trouve à un carrefour par la présence sur son sol de l'ONU et de tant d'institutions internationales, privées ou officielles.

Il est irrémédiablement lié à des pays comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal par la participation à son économie de centaines de milliers de leurs ressortissants. Dans tous ces pays, la démocratie se cherche.

Ses attaches avec l'Afrique sont plus profondes qu'il n'y paraît. Si l'on parle volontiers, parfois en les critiquant, des investissements suisses en Afrique du Sud, il ne faut pas négliger l'influence désintéressée de tant de religieux, protestants et catholiques, qui ont profondément marqué des régions entières, au Cameroun, au Transvaal, au Mozambique et

ailleurs. Les liens avec ces peuples et certains de leurs dirigeants restent tenaces.

On rêve aujourd'hui d'échanges qui iraient au delà des safaris au Kenya et des vacances-charter aux Baléares ou en Thaïlande; de con-

tacts qui ouvriraient des horizons humains et qui permettraient de comprendre le monde et de vibrer pour lui.

On aurait alors une raison de raviver la démocratie, d'en accepter les exigences, dont l'honnêteté et la rectitude financière ne sont pas les moindres; d'en vivre l'esprit dans les contacts journaliers, entre amis, ou entre adversaires.

Quelle Suisse, pour quel monde? Tel sera le thème des rencontres qui se tiendront à Caux les 28 et 29 octobre. Prévues pour un large public, elles permettront à tous les participants, quel que soit leur âge, leur formation, ou leur point de vue, de découvrir un sens nouveau à leur engagement quotidien.

Charles Piguet

Quand on a 18 ans...

Quand on a dix-huit ans, comment être l'un de ceux qui contribuent au changement dans sa famille, son école, son usine ou à l'échelle de son pays, à une époque où l'obéissance à des critères moraux absolus est loin de figurer parmi les recettes courantes de bonheur et de réussite facile vantées autour de soi ?

Du 28 juillet au 12 août derniers, cent cinquante jeunes, originaires de vingt-sept pays d'Europe, d'Amérique, d'Australie et d'Asie, se sont rassemblés autour de telles questions dans le cadre d'une conférence organisée à Tiryly Garth, dans le nord de l'Angleterre.

Compétitions sportives, réalisations artistiques et culturelles, initiations à l'art dramatique ou aux techniques des mass-media... ces diverses activités menées en groupes contribuèrent à « l'exploration de la nouvelle société », objectif de la conférence, au même titre que des réunions autour de thèmes précis comme:

- A quoi sert ma vie ?
- Qu'est-ce que la liberté ?
- Dieu parle-t-il aux hommes ?

Des responsables politiques et syndicaux et des industriels vinrent parler de leurs expériences personnelles et, en outre, il fut possible de participer à des visites d'entreprises locales.

Tous ensemble, l'on s'est efforcé de donner à sa pensée et à ses aspirations une dimension plus universelle, l'on s'est entraîné à se mettre mieux à l'écoute de sa voix intérieure et, sous son inspiration, à regarder d'un œil nouveau les gens autour de soi, les situations, ou tout simplement sa vie personnelle dans la perspective du monde nouveau à construire.

Nombre de réformateurs, meneurs d'opinion ou éducateurs même auraient fort appris sur l'art de créer le changement dans la société actuelle ou de remédier aux conflits les plus embrouillés de notre époque en entendant ces garçons et ces filles, âgés de 15 à 20 ans, faire connaître au cours de la conférence certaines décisions. « Je ne veux pas suivre aveuglément la masse. Je veux prendre position pour les valeurs auxquelles je crois, quoiqu'il arrive », a déclaré un jeune Américain, à la veille de son entrée à l'université. Une Anglaise de 14 ans a présenté des excuses à son frère pour le ressentiment et la jalousie nourris à son encontre. Une jeune noire, adoptée par des parents blancs, parla de la lettre envoyée à ces derniers: elle s'y excusait pour la façon injustifiée dont elle les avait traités et s'ouvrait à eux sur son comportement depuis qu'elle les avait quittés.

Ces jeunes gens avaient compris que la vraie révolution passe par le changement d'attitude personnelle et que le plus petit geste de réparation, de restitution ou de réconciliation à l'égard de son entourage immédiat peut devenir une pierre de fondation essentielle pour la nouvelle société.

Nathalie O'Neill

PHOTOS: Channer: couverture, pp. 12, 14, 15; Franzon: pp. 6, 13; Maillefer: p. 6; Rengfelt: pp. 4, 5, 6; Weeks: p. 5.

Carrière et conviction

par Archibald Mackenzie *

Il n'existe que trois moyens de rétablir des valeurs morales dans la vie de la société: la contrainte, la promulgation de certaines règles de conduite, l'engagement personnel.

On a souvent utilisé dans l'histoire le premier procédé et les résultats n'ont guère été probants ou durables. En général, cela tourne à la catastrophe. Et il faut reconnaître qu'à notre époque les instruments de la contrainte semblent échapper de plus en plus aux tenants de la force morale au profit des champions de l'immoralité. Le sort de Hanns-Martin Schleyer et d'Aldo Moro nous l'ont rappelé il n'y a pas si longtemps, de même que la mort de millions d'hommes assassinés au Cambodge au nom d'un nouvel ordre économique. Je ne crois donc pas beaucoup à un code moral qui serait imposé par la force.

Le second moyen est celui qu'affectionnent les Nations Unies, l'Organisation Internationale du Travail et bien d'autres organismes: la définition de codes de conduites concernant les droits de l'homme, les conditions de travail, etc. Je connais au bas mot six organisations internationales travaillant à l'élaboration d'un code de bonne conduite à l'intention des multinationales.

Le fossé le plus dangereux

Ayant consacré près de trente ans de ma vie aux Nations Unies et à d'autres organismes apparentés, je n'ai aucune intention de sous-estimer les efforts qu'ils font dans ce sens. Mais, à voir la situation du monde, je suis convaincu que les forces destructrices opérant dans la société ne seraient guère inquiétées si l'on se

contentait de s'entendre sur un certain nombre de règles de conduite et de les coucher sur le papier. On peut multiplier les discours et écrire les livres les plus remarquables mais les scandales et les actes de corruption dont nous abreuvons les journaux suffisent à nous instruire sur le dangereux fossé existant entre la théorie et la pratique. Je suis tout aussi convaincu que ce fossé ne peut être comblé que par une qualité toute nouvelle d'engagement personnel de la part de gouvernants, d'industriels et de syndicalistes.

Un engagement de toute la personne

Il vaut la peine de rappeler qu'il y a aujourd'hui des milliers, peut-être des millions de personnes qui se consacrent de par leur profession à la création d'un nouvel ordre économique. On les rencontre régulièrement d'un bout à l'autre du monde, à toutes sortes de conférences, et ce sont généralement les mêmes personnes qui prononcent les mêmes discours devant les mêmes auditoires ou presque. C'est le Réarmement moral qui a fait comprendre au diplomate que j'étais la différence entre le fait de participer professionnellement à la recherche d'une société nouvelle et le fait d'y engager toute ma personne. Je me suis vite aperçu que je ne pouvais pas cultiver ma propre carrière tout en y greffant le Réarmement moral. L'engagement dont il s'agissait devait nécessairement se répercuter sur tous les domaines de ma vie: la façon dont je faisais mon travail, dont j'employais mon argent et mon énergie. L'engagement nécessaire dépasse nos carrières et les frontières de notre pays. Si des hommes ne se

lèvent pas, dans les milieux gouvernementaux, patronaux et syndicaux, pour s'engager de cette façon, l'avenir me paraît très sombre. Dans le cas contraire, je crois qu'une refonte de la société est possible. C'est là l'essence du message du Réarmement moral.

On me demande de définir le Réarmement moral. Le chef du gouvernement nigérian, le général Obassanjo, vient d'envoyer une intéressante définition dans un message adressé à l'assemblée de Caux. «Il s'agit, écrit-il, d'un corps expéditionnaire qui se recrute dans toutes les races, toutes les croyances, et engagé dans une course contre la montre pour moderniser la volonté et les motivations de l'homme.» Chacun des termes de cette définition me paraît d'actualité.

Une franchise fructueuse

On peut se demander quelles sont les caractéristiques de l'homme qui prend cet engagement personnel en comparaison de celui qui n'est engagé que par sa profession.

Tout d'abord, un tel homme ne fait aucune exception en sa faveur. Si l'on pense aux problèmes que doit affronter l'ancien premier ministre de l'Inde, on comprend vite ce que cela coûte de faire un accroc à la règle au profit de membres de sa propre famille.

Un tel homme reconnaît ses torts. Voilà un acte qui ne se pratique guère de nos jours, en tout cas pas aux Nations Unies. Celles-ci semblent avoir pris pour commandement: «Tu n'admettras pas tes propres fautes, même si celles-ci sont manifestes aux yeux d'autrui.»

Sur de telles bases, les progrès sont rares. Et pourtant, des excuses sincères ouvrent la porte à une paix sincère. Aux Nations Unies, pour citer un exemple, les débats sur le fossé entre riches et pauvres ressemblent souvent à des dialogues de sourds.

Ayant eu récemment à parler de ce sujet à une réunion à Londres, j'avais pensé: il me faut être honnête et admettre nos erreurs dans ce domaine. J'ai donc dit ceci: «Des deux côtés, un changement est nécessaire, et c'est le cas pour mon propre pays.» J'ai ensuite énuméré les différents points sur lesquels l'attitude de la Grande-Bretagne devait, à mon avis, être modifiée. A la fin de mon intervention, le président a demandé à l'ambassadeur d'un des pays les plus militants du tiers monde s'il désirait dire quelque chose. «Vous me voyez embarrassé, a dit le diplomate en se levant. Normalement, lorsqu'on me demande de prendre la parole sur ce sujet après un Britannique, je m'empresse de le contredire point par point. Mais ce soir, M. Mackenzie a fait preuve de tant de franchise à propos de son propre pays que je ne peux que faire de même à propos du tiers monde. Le fait est, a-t-il ajouté, qu'il y a dans de nombreux pays du tiers monde un fossé entre riches et pauvres aussi profond que celui qui sépare pays nantis et pays démunis.» On aurait entendu une mouche voler. Tout le monde aux Nations Unies sait qu'il y a là effectivement un problème de fond, mais je n'ai jamais entendu un seul représentant du tiers monde reconnaî-

tre ce fait durant mes trois années de présence récente aux Nations Unies.

Dans cette réunion, à Londres, la franchise a provoqué une discussion infiniment plus fructueuse que toutes celles auxquelles j'avais assisté aux Nations Unies.

Je ne dis pas que cela est toujours facile. Je me rappelle un autre cas où, dans une commission des Nations Unies, un Soviétique et moi-même nous étions empoignés toute une journée sans résultats. Je me suis dit alors qu'il était temps d'adopter une nouvelle attitude. Je suis allé le trouver et je lui ai dit: «Voyez-vous, je sais que mon pays n'est pas parfait. Nous commettons de nombreuses fautes. Nous sommes de grands pécheurs. Et chez vous?» Il y eut un long silence, puis il répondit: «Je ne crois pas que ce mot existe dans notre langue.»

Lire les hommes

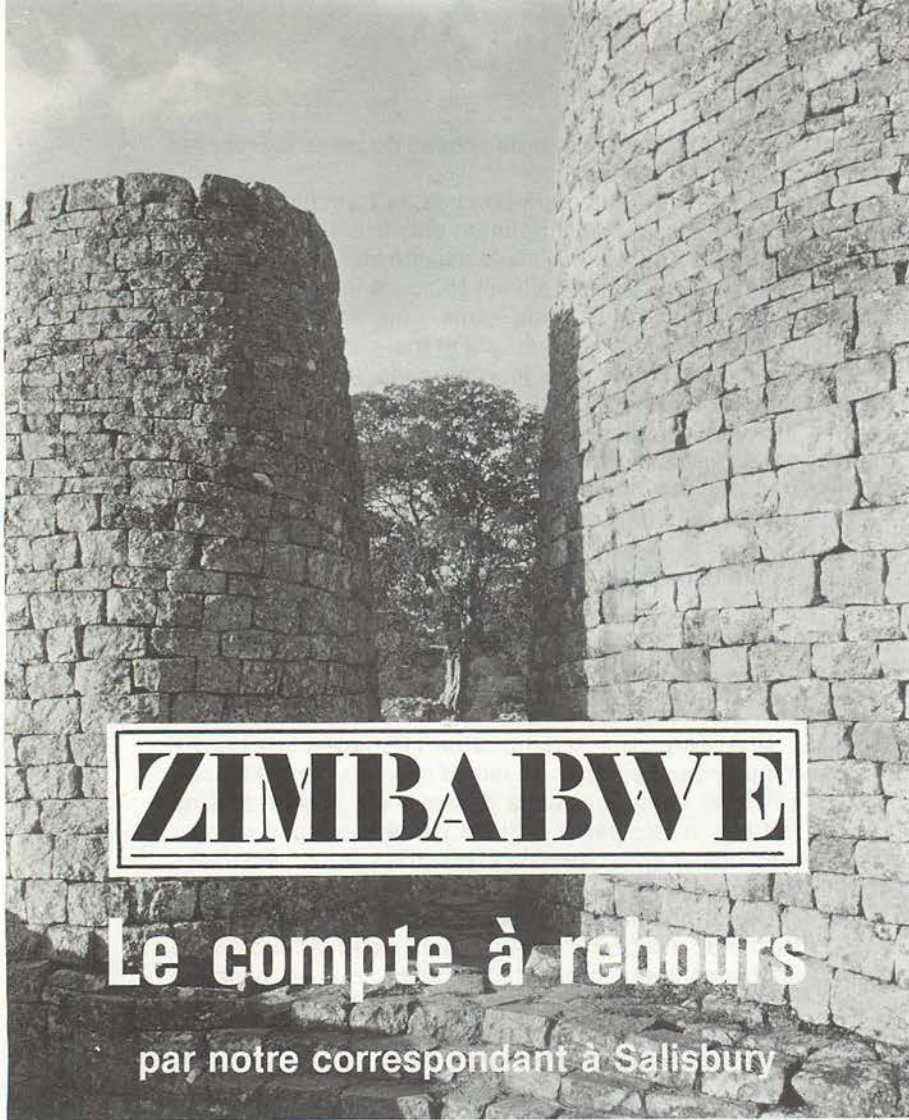
Une autre caractéristique de l'homme personnellement engagé est qu'il ne laisse pas son orgueil ou son ambition l'entraîner dans des querelles inutiles. Il ne fait pas la tête parce qu'il n'a pas été désigné comme président d'une commission ou qu'on ne lui offre pas la meilleure place.

Un tel homme apprend à toucher les cœurs. Frank Buchman avait au plus haut degré cette faculté de lire les hommes et leurs motivations. Si nous en avons le temps, je pourrais donner maint exemple passionnant de la façon dont ce sixième sens a contribué à réorienter le sort de peuples entiers.

Enfin, un homme engagé croit possible le changement des autres parce que ce changement s'est opéré en lui. Après trente ans de vie diplomatique, je ressens profondément la nécessité de trouver un remède au cynisme accablant qui pèse dans les relations internationales comme sur le monde des affaires. Le pire advient souvent simplement parce que notre cynisme l'appelle. Alors qu'un homme qui connaît sa propre nature et s'emploie à la changer peut remédier au cynisme d'autrui.

Vous me direz qu'il est bien difficile de vivre ainsi dans le monde des affaires et de la politique. Je suis d'accord. Vous rencontrerez de l'opposition. Cela a été mon cas. Mais je vous demanderai simplement ceci: «Pouvez-vous me donner une solution de rechange vraiment efficace?» Je terminerai en citant une phrase pertinente d'un industriel dont personne ici n'ignore le nom: il s'agit de Harry Oppenheimer. Dans une récente conférence de banquiers à Mexico, il a déclaré: «Il vaut mieux tenter ce qui est difficile, comme par exemple de changer l'esprit des hommes, plutôt que de s'engager dans une voie où tout, chiffres à l'appui, nous montre dès le début qu'on aboutira à une impasse.» Je crois effectivement que le problème se pose ainsi à notre époque.

* Ancien représentant de la Grande-Bretagne au Conseil économique et social des Nations Unies. Ce texte est celui de l'intervention qu'il fit à Caux le 31 août 1978.



ZIMBABWE

Le compte à rebours par notre correspondant à Salisbury

Il reste moins de cent jours jusqu'au 31 décembre, date prévue pour l'indépendance du Zimbabwe¹. Le dramatique compte à rebours auquel assiste l'opinion internationale aboutira-t-il à la liberté ou au désastre?

Les statistiques de la guerre (déjà près de 10000 morts) indiquent clairement que ce sont les Africains qui en souffrent le plus, bien que ce soient les meurtres cruels de plusieurs missionnaires blancs qui aient fait les manchettes de la presse mondiale. Les paradoxes abondent. Voilà un pays où l'on peut entendre le même jour un ministre blanc proposer un calendrier pour la tenue avant décembre d'élections au suffrage universel et un autre ministre blanc affirmer qu'il n'est pas question d'organiser un tel scrutin tant que ne sera pas respecté le cessez-le-feu proclamé par le gouvernement intérimaire bi-racial. Le premier ministre niera alors à la tribune du parlement qu'il y ait la moindre contradiction entre les deux déclarations. De leur côté, les chefs de l'armée se targuent de progrès dans l'application du cessez-le-feu et regrettent seulement la lenteur de ces progrès. Mais le nombre des morts ne diminue pas et les zones de combat semblent s'étendre de jour en jour.

Plus de six mois se sont écoulés depuis la signature, le 3 mars, de l'accord de règlement interne. Sur le moment, on pouvait croire sans fondement les craintes exprimées au sujet de son efficacité. Mais l'on découvre maintenant son absence totale de contenu. Certes, il a été mis un terme aux pendaisons pour terrorisme; 800 (sur 1000) des détenus ont été libérés; l'interdiction prononcée contre le ZANU et le ZAPU (les deux grands partis nationalistes) a été levée; la censure de la presse a été allégée et l'on a aboli un certain nombre de mesures de discrimination raciale. Pourtant, l'accord n'a pas abouti à la levée espérée des sanctions économiques de la communauté internationale. Il n'a été reconnu par aucun gouvernement étranger et il risque fort d'être rejeté lors du référendum promis par Smith aux électeurs blancs. Pire encore, il n'a pas mis fin à la guerre. Même les généraux aguerris de l'armée rhodésienne, tout fiers des commentaires élogieux que font les experts étrangers sur leurs forces anti-guerrilla, qui seraient les meilleures du monde, admettent que la solution au problème n'est pas d'ordre militaire. La vraie solution, concèdent-ils, devra être politique.

De son refuge au Mozambique, un des chefs

nationalistes du Front patriotique, Josuah N'Komo, annonce qu'il se prépare à entrer en Rhodésie dans les six mois à la tête de son armée triomphante.

Quant aux dirigeants noirs qui sont restés dans le pays, ils mettent en avant les succès de l'accord interne qu'ils ont signé avec Ian Smith: ils disent avoir obtenu par la négociation tout ce que les combattants exigeaient. Il faudrait donc que les leaders du Front patriotique reviennent de l'étranger, déposent les armes et participent à la réalisation de l'accord interne. Des places leur sont réservées dans le Conseil exécutif s'ils abandonnent la politique de violence qui a, jusqu'à maintenant, forcé les blancs à accepter certains changements.

Loyautés tribales

Difficiles à comprendre pour un occidental, les problèmes posés par les loyautés tribales sont pourtant très réels. Ils sont exacerbés par les tensions de la guerre et par le fait que plus d'un dirigeant noir se voit, pour la première fois, à portée de main du pouvoir.

Les raids effectués ces derniers temps par l'armée rhodésienne en territoire mozambicain affaiblissent encore plus l'accord interne et confirment le fait que les dirigeants noirs signataires de l'accord sont loin de maîtriser la situation. Il semblerait qu'ils ont été informés de ces attaques au moment où elles avaient lieu. On a du mal à croire que de telles actions soient décidées au seul niveau militaire. Aux yeux de nombreux Africains, cela a été la preuve que leurs dirigeants siégeant au gouvernement intérimaire n'étaient que des fantoches. Dans les jours qui ont suivi ces attaques, un adjoint du pasteur Sithole (un des signataires de l'accord interne) a démissionné, estimant que Sithole collaborait trop avec le régime de Ian Smith et devenait «le dirigeant en faillite d'un parti en faillite au service d'une politique en faillite». De même, quatre collaborateurs de l'U.A.N.C., le parti de l'évêque Muzorewa, ont récemment accusé ce dernier de manquer de leadership et d'agir en contradiction avec les principes du parti et avec son objectif, sacré à leurs yeux, de liberté véritable pour le peuple africain. Ce qui valait à ces hommes d'être expulsés du parti.

Les dirigeants nationalistes sont divisés entre eux tout autant pour des raisons personnelles que pour des raisons politiques ou idéologiques. L'évêque Muzorewa dit de N'Komo qu'il est totalement rejeté par les masses. N'Komo ne veut voir dans les signataires de

¹ Le futur Etat tire son nom des ruines de Zimbabwe (notre photo), vestiges d'une civilisation inconnue.

l'accord interne que des hommes de paille. « Il n'y a rien à faire avec de la paille sèche », dit-il. Mugabe, enfin, de sa retraite mozambicaine, menace ces hommes de les juger et de les faire exécuter pour trahison.

Il est vrai que les exigences de Mugabe sont les plus radicales; il ne veut pas négocier directement avec Ian Smith et veut que l'armée, la police et l'aviation lui soient livrées avant la signature de tout accord. Il dit qu'il n'est pas communiste et qu'il n'a pas abandonné la foi catholique de son enfance. Son partenaire du Front patriotique, Josuah N'Komo, se fait l'avocat de la lutte à outrance: « Personne n'aime la guerre, dit-il, mais il n'y a pas d'autre issue possible: il faut se battre jusqu'à ce que soit restaurée la totalité des droits du peuple. »

Dans les faits, l'action du Front patriotique vise à détacher les Africains des campagnes de tout lien avec le christianisme. Un pasteur méthodiste noir nous a dit que, dans sa région, trente églises avaient été fermées sur ordre de membres du Front patriotique. On parle beaucoup des séances nocturnes d'endoctrinement, qu'il est dangereux de manquer et au cours desquelles le christianisme est rejeté (« C'est la religion du blanc »).

C'est une guerre qui s'appuie sur la tactique de la terreur. Les mêmes horreurs sont commises dans les deux camps. Le goût du banditisme s'est répandu dans la brousse: certaines choses de la vie sont plus faciles quand on est armé et que l'autre ne l'est pas! De toute évidence, l'action des guerilleros vise à la fermeture systématique des écoles (200000 enfants sont privés de scolarisation depuis le début des événements), des hôpitaux et des églises, à la paralysie de l'agriculture. La mouche tsé-tsé se répand à nouveau, la rage et la malaria sont en augmentation. C'est comme si certains éléments visaient à un effondrement économique et social du pays, qui permettrait à un homme fort de prendre le pouvoir et de s'arroger tous les droits.

Maintenant que les « incidents » gagnent la banlieue de Salisbury, il est fort probable que cela va forcer le gouvernement à secouer sa léthargie². Au manque de réalisme du gouvernement correspond, à l'étranger, un excès d'alarmisme. On dit que les Britanniques se préparent, si besoin est, à évacuer de Rhodésie 100000 de leurs ressortissants, soit la moitié de la population blanche. On parle d'opérations sur le modèle de Kolwezi ou de l'établissement d'un couloir jusqu'à la frontière sud-africaine. Rumeurs que les militaires rejettent hautainement en soulignant que la catastrophe a été

²Ce qui fut le cas à la suite de la destruction, par les forces du Front patriotique, d'un appareil des lignes aériennes rhodésiennes, et du massacre de la plupart des survivants. (Réd.)

annoncée depuis des années et que la Rhodésie s'en est toujours tirée. Il n'en reste pas moins que le temps disponible est limité et précieux. Le moral des blancs pourrait céder et la panique se répandre dans l'administration et dans les forces armées ainsi que parmi les noirs sans lesquels le gouvernement ne peut pas fonctionner.

Les espoirs d'une reprise des négociations sont bien minces. Pour que cela soit possible, il faudrait que les parties concernées fassent vraiment passer les intérêts d'un peuple qui endure de terribles souffrances avant leur propre désir de puissance.

Il y a quelques semaines, j'ai passé plusieurs heures dans un centre de détention, où sont internés les quelque deux cents prisonniers politiques qui n'ont pas encore été libérés. A ma grande surprise, c'est à cette occasion que j'ai trouvé de vraies raisons d'espérer. Nous

étions venus rendre visite au père d'un jeune homme qui avait été agressé quelques jours auparavant par de jeunes délinquants blancs. Blessé à la tête, mon jeune ami avait dû se faire faire des points de suture en deux endroits. A son père, détenu depuis seize ans, il affirma qu'il croyait aux voies du pardon et non à celles de la revanche. Celui-ci lui répondit que lui non plus n'abritait aucune haine en son cœur, encourageant ceux d'entre nous qui étions de l'autre côté des barbelés à agir sans relâche pour jeter des ponts entre les différents bords. Dans son camp, il travaillait, lui aussi, à l'unité.

J'avais vu là à l'œuvre l'état d'esprit qui devrait présider à l'action de tout parti politique, à toute négociation. Mon espoir renaissait.

Dans ce pays assoiffé de paix, il n'est pas d'autre voie.

ZIMBABWE

Le récit d'un agriculteur

Nous publions ci-dessous le témoignage d'un agriculteur rhodésien, John Musekiwa, tel qu'il l'a donné à Caux dans les premiers jours de septembre.

Je viens du nord de la Rhodésie, la partie du pays où ont commencé les combats. Je suis agriculteur et l'ai toujours été. Beaucoup d'entre vous croyez peut-être encore que chez nous les noirs et les blancs vivent en bonne entente. Malheureusement, ce n'est pas vrai. Dans notre pays, les Africains sont considérés comme des citoyens de quatrième classe. Il y a d'abord les blancs, puis les Asiatiques et les métis et, en dernier lieu, les Africains.

Jusqu'à présent, les tentatives de négociations ont toutes échoué, en grande partie à cause de l'égoïsme et des peurs des blancs. Ces échecs ont conduit à des affrontements armés. Je voulais voir tous les blancs disparaître de Rhodésie. C'est pour cette raison que j'ai aidé les maquisards en leur donnant de la nourriture et en leur indiquant où se trouvaient les blancs, ce qui a conduit, à quatre reprises au moins, à mon arrestation.

Une fois, les forces de sécurité sont venues m'arrêter chez moi en pleine nuit. On m'a bandé les yeux et on m'a poussé dans un camion. Je fus emmené dans un endroit inconnu et gardé, nu, pendant très longtemps. Je fus soumis à toutes sortes de tortures: l'électricité, la chambre froide, la bastonnade. C'est à ce moment que je me suis retrouvé dans la

même cellule qu'Arthur Kanodereka¹. Nous avons été arrêtés pour la même affaire.

A l'époque de ma captivité, tous les agriculteurs africains avaient été emmenés dans des « villages protégés ». Personne n'était prévenu à l'avance: un camion arrivait avec des soldats. Ceux-ci chargeaient vos affaires et les amenaient dans ces villages protégés. On déchargeait tout devant un piquet portant votre nom. A vous alors de construire ce qui devait vous servir d'habitation et de grange. Comme j'étais en prison, c'est ma femme qui dut faire ce « déménagement ». Vous pouvez imaginer mon amertume, étant donné le traitement que j'avais reçu en prison.

La haine grandissait en moi. L'homme blanc n'avait aucune place dans mon cœur. J'avais tout perdu. Mon bétail avait été tué par les forces de sécurité. A cause de la guerre, mon frère et le mari de ma sœur étaient morts.

Quand je fus relâché, je décidai d'aller rendre visite à mon ami Arthur, qui était allé s'installer en ville. Je voulais lui parler de mes difficultés et lui demander de m'aider à redémarrer dans l'existence. A ma grande surprise, en

¹Le pasteur méthodiste Arthur Kanodereka est un nationaliste noir qui a longtemps travaillé dans les rangs du parti de l'évêque Muzorewa. La *Tribune de Caux* s'est fait à plusieurs reprises l'écho de l'action qu'il mène avec le Réarmement moral dans son pays (voir *Tribune de Caux* de janvier 1977 et juillet 1978).



John Musekiwa

entrant dans son bureau, je me heurtai à Alec Smith, le fils du premier ministre. Je ne pouvais pas comprendre. J'étais furieux. Je pensais qu'Arthur était un traître et je me demandai comment il avait pu se faire l'ami d'un blanc et, par-dessus tout, du fils de Ian Smith, l'homme que je détestais le plus dans tout le pays. On me le présenta. Il se leva pour me serrer la main. J'eus un instant d'hésitation. Je ne voulais pas saisir cette main, mais je l'ai fait quand même. Comme je dus passer la nuit chez Arthur, celui-ci commença à m'expliquer qu'Alec était un homme «changé» et que je devrais oublier le passé. Il me parla de quatre critères moraux absolus d'honnêteté, de pureté, de désintéressement et d'amour, mais tout cela entraînait par une oreille pour ressortir par l'autre.

Forcer la porte

Le lendemain, je me retrouvai avec Arthur dans une maison du Réarmement moral où, de nouveau, je rencontraï les hommes de la veille. C'était la première fois que j'entrais dans la maison d'un blanc, que je m'asseyais à ses côtés. Jamais encore je n'avais bu de thé dans une tasse appartenant à un blanc. Pour nous, c'est un crime. Car les noirs travaillent comme cuisiniers chez les blancs et si l'on en surprend un à boire du thé dans une tasse de son maître, il le paie cher. Voilà où en sont les choses en Rhodésie.

Ces événements me troublèrent beaucoup. Je ne parvenais pas à les chasser de mon esprit. Aussi, un jour, j'ai décidé de tenter l'écoute de Dieu et l'obéissance à ces critères moraux. Cela m'a amené à faire des excuses à de nombreuses personnes.

Au cours d'un moment de silence, ma conscience me dit d'aller demander pardon au fonctionnaire le plus haut placé du secteur, le commissaire de district, qui a la charge des troupes, de la police et de l'administration civile. Je ne voyais pas pourquoi je devais

m'excuser, mais, plus tard, je sentis que je devais m'excuser pour ma haine des blancs. Cela m'a pris du temps de le faire, car il était très difficile d'avoir accès au bureau de cet homme. Il me fallut trois jours. Chaque matin, j'allais me planter à la porte de son bureau qui était gardée par ses soldats et ses émissaires; le troisième jour, je décidai d'entrer de force. J'étais près de la porte quand il passa au milieu de ses hommes au garde à vous; de justesse je me fis un passage, je réussis à le suivre et... la porte se referma derrière moi avant que les hommes n'aient pu me rattraper. Quelle bataille intérieure pour savoir ce que j'allais lui dire, comment j'allais engager la conversation! Il se retourna et me trouva en face de lui. «Qui êtes-vous?» dit-il. Je me présentai. Bien entendu, il me reconnut tout de suite: «Alors, vous venez me dire la vérité. Vous avez des renseignements sur les maquisards.» Vous pouvez imaginer combien mon cœur battait. Mais, Dieu aidant, je lui dis: «Je suis venu m'excuser pour le ressentiment que j'ai contre vous et pas contre vous seulement mais contre tous les blancs. Je vous ai haï et chaque fois que je pensais à vous, j'étais pris de l'envie de vous tirer dessus. Maintenant je m'en excuse.» Il me regarda et finit par dire: «Mais c'est moi, il me semble, qui devrais m'excuser.» Alors, pendant quelques instants, on s'est regardé sans parler. Mes pensées tournoyaient dans ma tête. Je me disais que cela me vaudrait peut-être la prison. Je décidai de m'en aller, lui souhaitai bon après-midi et pris congé.

Voilà une des choses que Dieu m'a conduit à faire et pour lesquelles je Lui suis reconnaissant. Aujourd'hui, je continue de participer à

la lutte qui se mène, mais d'une façon différente.

Tous les jours, il y a des gens qui meurent en Rhodésie. Ce n'est pas quelque chose que j'ai lu ou entendu dire. J'ai vu des gens mourir. Il y en a qui sont venus mourir dans ma ferme et dont je me suis occupé. Cela ne peut pas continuer ainsi. Il faut protéger la vie et puis, si tout le monde est tué, qui va diriger le pays?

Pour payer mon voyage à Caux, je décidai de vendre mon bétail. Mes animaux étaient en très mauvais état: en effet, les prés sont brûlés chaque année pour permettre aux forces de sécurité de repérer les maquisards. Donc, mes animaux me rapportèrent peu. Mais je me disais que peut-être, avec l'aide d'autres gens, j'arriverais à trouver le complément nécessaire. C'est alors que, de nouveau, j'eus à faire au commissaire de district: «Vous allez à l'étranger. Au cas où vous ne reviendriez pas, il faut que vous me payiez à l'avance vos impôts de l'année prochaine.» Je lui remis donc tout mon argent, alors que j'avais dû lui donner, peu auparavant, toutes mes économies pour payer les impôts de l'année en cours.

Avec le peu qu'il me restait et l'aide de quelques amis, je parvins une nouvelle fois à regrouper la moitié du montant du billet. Des personnes du Réarmement moral ont rassemblé l'argent qui manquait.

Alors, vous voyez, Dieu fait des miracles. Cela fait maintenant trois semaines que je suis parmi vous. Il y a encore du travail pour moi, il y en a pour vous. Vous savez ce qui se passe dans les autres pays. Je vous demande de ne pas rester inactifs. Nous avons besoin de votre aide, je vous offre la mienne.

ZIMBABWE

La dignité de l'autre

Les Barnett se considèrent comme Rhodésiens à part entière, bien que le grand-père, d'origine suédoise, ne se soit installé dans le pays qu'en 1920: «Nous nous sentons responsables du passé de ce pays, le meilleur et le pire». Avec leurs deux fils, quatre et six ans, Don et Penny habitent une belle maison fleurie dans un quartier résidentiel de Salisbury. Pour Don, cette maison et le salaire qu'il gagne comme directeur comptable d'un groupe d'entreprises sont la marque de son ascension sociale. Pour augmenter les ressources du

foyer, Penny enseigne quelques heures par semaine.

En 1975, l'un et l'autre ne sont satisfaits ni du cercle fermé dans lequel ils évoluent, ni de leur vie commune. C'est Penny la première qui explore une voie différente. Dans le groupe de dames de sa paroisse, une jeune femme vient parler de ce qu'elle avait appris à une conférence du Réarmement moral, de l'écoute de la voix intérieure et des conséquences que cela avait eu dans sa vie de ménage. «Sa conviction me donnait envie d'essayer, mais j'avais peur



Penny et Don Barnett

de ce que Don dirait et de ce que je découvrais sur moi-même. « J'ai trop à faire », lui dis-je; elle me proposa incontinent de faire silence et d'écrire les idées qui me venaient. Je pensai tout de suite à Don.

« Le soir même, je lui avouai que j'avais utilisé mon salaire à des futilités. Et, ajoutai-je, ne devrions-nous pas déclarer ce revenu au fisc? J'essayai un refus catégorique: « Tout le monde en fait autant ». La conversation se poursuivit tard dans la nuit. »

Jour après jour, Penny obéit aux idées qui lui viennent et souhaite ardemment que Don fasse l'expérience du calme qui s'installe peu à peu en elle. Son désordre habituel est encore à l'origine d'une de leurs nombreuses querelles; Don est un homme méticuleux. Un jour tout un échafaudage de papiers s'écroule quand Don veut prendre un document, il se met en colère et appelle sa femme. Penny, au lieu de se défendre et d'accuser Don comme d'habitude, reconnaît ses torts; l'orage est désamorcé et les disputes cessent pour longtemps. « Dieu a reconstruit notre foyer à partir de zéro. J'avais épousé Don en égoïste, pour avoir une maison et des enfants; je ne l'aimais pas vraiment; j'ai appris à regretter mes torts et à pardonner. »

Peu à peu l'intérêt de Don grandit, au fur et à mesure de ses lectures et de ses rencontres. Au cours d'un dîner les Barnett et un ménage noir écoutent un ancien fonctionnaire britannique, qui a passé trente ans sur le continent africain, raconter des faits historiques qu'ont provoqués un changement de motivations chez quelques personnes: l'indépendance de la Tunisie, du Cameroun, la réconciliation au Soudan. Voilà qui est convaincant. « Pourquoi ne pas créer en Rhodésie une société d'un modèle différent dont le reste du continent africain puisse bénéficier? » demande le fonctionnaire.

« C'est la première fois que je parlais d'égal à égal avec des noirs, admet Don. Etant Rhodésien, je faisais partie de ceux qui par leur éducation se sentent tout naturellement supérieurs aux autres. Je me suis rendu compte de

mon arrogance et du rôle que j'ai eu dans le conflit qui oppose noirs et blancs, pauvres et riches. Oui, il faut créer une nouvelle société. »

C'est Stephen, un caissier noir du supermarché, qui donne l'ultime coup de pouce dont Don a besoin pour traduire dans le concret cette nouvelle conviction: il lui raconte qu'il a pardonné à l'un de ses collègues noirs qui a failli lui faire perdre sa place. « Si Stephen a de bonnes raisons de pardonner alors qu'il avait le droit d'être amer, je dois réviser ma façon de faire. » Don se décide à renouer le dialogue avec sa belle-mère. Désormais il recherche le contact avec ceux qui ne pensent pas comme lui en commençant par ses domestiques noirs.

Les Barnett et un groupe de volontaires parcourent le pays pour transmettre ce qu'ils ont trouvé. Don fait connaissance d'hommes d'affaires noirs, dont les réticences à s'imposer la discipline qui mettrait fin à la corruption sont tout aussi fortes que celles des blancs à changer leurs habitudes. Voilà le mal qu'il faut guérir pour l'avenir des siens et du pays tout entier.

Penny et Don s'étaient souvent dit que si les conditions de vie devenaient trop dures ils émigreraient en Afrique du Sud. Mais la tâche qu'ils viennent d'entreprendre, avec leur famille et leurs nouveaux amis, leur fait renoncer à ce projet et ils décident de rester en Rhodésie.

En son for intérieur, Penny voit surgir trois sortes de peurs. Elle craint que l'éducation de ses enfants ne soit pas très bonne quand les écoles seront multiraciales.

Elle craint aussi que Don et les enfants lui soient enlevés. « Dieu nous a fait cadeau de ces enfants. Il se servira d'eux comme Il l'entend. Abandonne-les Lui totalement. »

Craignant aussi d'avoir à faire face à la mort dans les pires circonstances, elle sent alors qu'elle doit être prête à tout, même au pire. Et la peur disparaît.

Un va-et-vient inhabituel

Leur foyer s'ouvre à tous, noirs, blancs et étrangers venus de loin.

A son travail, Don fait la connaissance d'un de ses subordonnés noirs, Ernest. Ce dernier se met à écouter sa conscience et se réconcilie avec son père. Un soir dans le quartier résidentiel un groupe de jeunes blancs surgit, arosé de bière la voiture d'Ernest et le passe à tabac. Le lendemain, Don se présente chez lui: « Je regrette ce que les gens de ma race vous ont fait hier.

— Je suis bien bête d'avoir cru que les blancs puissent être différents, dit Ernest, amer. J'ai trahi les miens. Je vais tuer tous les blancs, les vieux, les femmes et les enfants.

— Mais, Ernest, et l'écoute de la voix intérieure?

— Dieu est mort. »

Que faire? « Me permets-tu de prier? » hasarde Don, qui s'exécute: « Mon Dieu, pardonne-nous nos offenses », et Don part en lui promettant de faire rechercher les coupables.

Quelques jours plus tard, Don voit entrer Ernest dans son bureau: « Je renonce à poursuivre mes agresseurs en justice. Qui sait? Peut-être ont-ils, eux aussi, perdu des membres de leur famille dans cette guerre. Hier, des noirs sont venus me trouver pour me proposer de participer à leur révolution pour me venger. J'ai refusé, car je ne veux pas que mon nom soit lié à cette révolution-là. »

Penny devient l'amie d'une institutrice noire, Mélanie, qui, elle aussi, a appris à obéir à sa conscience. Coïncidence? L'école où elle enseigne est en face de celle de Penny. Un va-et-vient inhabituel commence entre ces deux écoles. Un des élèves blancs de Penny, au cours de l'année, cesse de voler aux étalages. L'histoire traverse la rue. Un des jeunes noirs, sympathisant des maquisards, reconsidère ses positions grâce à Mélanie. En l'apprenant, les élèves de Penny s'interrogent: « Que ferions-nous si nous étions ministre de la Défense et savions que les élèves franchissent la frontière pour revenir tuer leurs semblables? Faisons leur connaissance maintenant. » Devant cette question, Penny et Mélanie organisent des rencontres multiraciales, par petits groupes, pour que les contacts soient plus personnels. Avec les élèves, elles parlent de la situation cruciale des réfugiés qui arrivent des zones opérationnelles et vivent à Salisbury sans travail, sans nourriture, dans le froid hiver rhodésien. Les élèves suggèrent d'eux-mêmes d'essayer de moins gaspiller de nourriture et de faire des gâteaux et du pain pour ces réfugiés; la cuisine de Penny leur est ouverte. Au service des plus démunis, noirs et blancs apprennent à travailler au coude à coude.

« Dans la période difficile que nous traversons, beaucoup de gens se tournent vers Dieu. Mais la haine entre les races et les divisions dans nos églises n'ont pas disparu, ajoute Don. On dit souvent que le problème de notre pays est celui des races. Je crois au contraire que le problème vient de la nature humaine: certains piétinent la dignité des autres. Mêler noirs et blancs est insuffisant, il faut qu'un changement intervienne chez les uns et chez les autres. »

Les Barnett vivent en permanence au milieu d'un feu de brousse à la dimension de leur pays. Leurs sacrifices seraient-ils vains? Ne montrent-ils pas une voie à tous ceux qui cherchent une solution, quelle que soit la crise qu'ils traversent?

Evelyne Seydoux

Partenaires de l'économie à Caux

L'homme, et non la fonction

Comme toutes ces dernières années, Caux a réuni au terme de ses sessions d'été des représentants de l'industrie.

Si la conférence industrielle de 1977 avait été marquée par la présence des participants américains et japonais, celle de 1978 a confirmé la volonté d'ouverture des organisateurs, ouverture cette fois vers les hommes politiques et les syndicalistes.

Les partenaires que rencontrent habituellement par priorité les industriels n'étaient certes pas présents en grand nombre, mais leur participation a fortement pesé sur la réflexion et sur l'orientation des discussions.

Tel exposé, magistralement présenté par un industriel de grande expérience, s'est heurté dans les groupes de discussion aux critiques, des plus justifiées, des syndicalistes et d'un homme politique socialiste. Ces critiques ont été écoutées avec attention. C'était là une mise en pratique de ce «vécu démocratique» qui a été l'idée force des diverses rencontres de l'été. L'homme, et non la fonction, comptait avant tout.

Dans l'un des deux groupes de discussion qui avaient précisément choisi pour thème de débat «La démocratie dans l'industrie», un industriel animait avec talent le débat. Une voix s'élève dans le cercle: «Tout cela est très bien en théorie, mais dans la pratique quotidienne, c'est toi qui décide avec autorité.» C'était celle d'un de ses collaborateurs, son propre frère...

Quand un jeune économiste norvégien — qui anime un mouvement pour le développe-

ment d'une technologie intermédiaire telle que celle proposée par le regretté Professeur Schumacher — fit en séance plénière un procès passionné du système d'économie de marché, on pouvait voir dans l'auditoire certaines personnes devenir cramoisies d'indignation intérieure. L'esprit de ces débats se refléta dans la remarque d'un industriel qui prit la parole à sa suite: «Si je ne partage pas les vues de notre interlocuteur, je trouve qu'il serait une erreur de chercher à le contredire alors qu'en conscience notre devoir est de résoudre les problèmes que son exposé a soulignés.»

Le directeur des relations sociales des entreprises Toshiba, Hironori Yano, qui pour la deuxième fois accompagnait à Caux une délégation de cette grande firme japonaise employant plus de soixante mille personnes, faisait le bilan de ce que ses collègues et lui avaient tiré de telles rencontres: «Dans nos rapports sociaux, nous avons appris à recher-

cher ce qui est juste alors qu'auparavant chaque partenaire cherchait à prouver qu'il avait raison.» La démonstration faite en séance plénière par M. Shoji Takase, directeur général de Tokyo Shibaura Electric, prenant la parole avec des syndicalistes de son groupe, était à ce titre assez convaincante.

«Vie professionnelle et vie de famille» tel était le sujet d'un groupe de discussion et d'une passionnante séance plénière; mais la synthèse des deux réalités se manifestait déjà dans la vie pratique de la conférence. Tout le monde participait au travail dans un vrai esprit démocratique.

«Economie et société — pour un avenir d'espérance», un thème audacieux à donner à une telle rencontre dans cette période austère, dominée par le chômage.

Il est un fait que cette conférence redonnait confiance. Un syndicaliste disait: «Ce qui me frappe, c'est le progrès qui se fait à chaque session. Le dialogue qui, l'année dernière, avait de la peine à s'amorcer, a été vraiment réel. On a eu le sentiment de se retrouver et de s'écouter.»

M.S.

Nous livrons ici les réflexions d'un des participants à la session, ainsi qu'un bref entretien avec un cadre japonais.

«Aucun homme n'a le monopole de la vérité»

Nous nous retrouvons ici pour entrevoir comment, industriels, syndicalistes et hommes politiques, nous nous attelons à ces deux tâches essentielles: fournir les richesses qui permettront de satisfaire les besoins des hommes du monde entier; promouvoir une société créatrice.

Pour y parvenir, nous devons créer des

emplois nouveaux, c'est-à-dire éliminer la peur et la méfiance qui poussent les hommes à s'accrocher au passé de la mauvaise façon. Si



Neville Cooper:
«Nous, industriels,
sommes payés pour
promouvoir
le changement.»

Un syndicaliste
suisse, Heiner
Studer, participe à
une discussion
entre deux séances
de travail.



nous voulons promouvoir une société vraiment créatrice, il s'agit en premier lieu de faire en sorte que chaque homme ait un travail qui lui assure sa dignité.

On parle beaucoup de nos jours de la moralité en affaires. Mais rappelons-nous que la plus grande immoralité, c'est de ne pas prendre une pleine responsabilité pour le bien-être des hommes dans leur ensemble. Cette responsabilité, nous devons la prendre dans la perspective d'une époque où le changement accéléré menace des millions d'emplois, où la puissance atomique, si elle venait à tomber aux mains de groupes terroristes, pourrait menacer des cités entières, et où l'exploitation commerciale des faiblesses humaines peut mettre en danger le corps et l'âme de nos enfants.

Qui va créer ce monde nouveau? Nous pensons généralement que si tout le monde acceptait notre point de vue, tout irait pour le mieux, mais ce n'est pas vrai. Le fait même qu'aucun homme n'a le monopole de la vérité et de la sagesse doit nous faire comprendre que nous avons besoin les uns des autres et, par conséquent, que notre société soit assez ouverte pour permettre l'expression de points de vues divers et la recherche des éléments de vérité sur lesquels nous pouvons tomber d'accord. Il se peut que nos points d'accord soient plus importants que nos divergences.

L'homme le plus dangereux n'est pas celui qui est déterminé à faire le mal, mais celui qui est si convaincu de la justesse de ses vues qu'il veut imposer sa solution à toute l'humanité.

Quel est le rôle naturel des chefs d'entreprise dans le changement du monde? On s'imagine à tort qu'ils sont allergiques au changement. Tout au contraire, ils sont payés pour le promouvoir. Nous sommes payés pour créer le

Hironori Yano, de face, en conversation avec M. Shoji Takase, directeur général de Tokyo Shibaura Electric, et M. Roger-Henri Chipot, de Paris, administrateur de sociétés.



monde de demain, non pour maintenir celui d'aujourd'hui. Parfois, nous nous décourageons devant la tâche qui consiste à changer la façon de penser et de vivre de millions d'êtres humains. Mais nous oublions que Dieu a conçu le monde de telle façon que nous sommes obligés de travailler avec d'autres hommes, aussi imparfaits soient-ils, et qu'il a implanté dans chaque cœur une parcelle de vérité et une soif de participer à la création d'un monde neuf. Ces dernières années, nous en avons été les témoins, des changements dans le cœur de l'homme ont conduit à des changements de régimes politiques et à des changements sociaux sans qu'un seul coup de feu soit tiré! Multiples sont les preuves que le simple citoyen désire jouer son rôle si nous, à l'échelon patronal, cessons de garder le contrôle, de contenir les esprits, et laissons les hommes libres de se réaliser.

Neville Cooper
directeur administratif de Standard
Telephones and Cables, Londres

Entretien avec un cadre japonais

Une délégation de syndicalistes, cadres et membres de la direction générale du groupe industriel japonais Toshiba a participé aux rencontres industrielles de Caux. Nous nous sommes entretenus avec M. Hironori Yano, directeur des relations sociales de cette société.

— M. Yano, vous venez ici pour la deuxième année consécutive avec une délégation de votre entreprise. L'un de vos directeurs généraux, M. Takase, était déjà ici l'an dernier, ainsi que certains dirigeants syndicaux. Qu'est-ce qui, à vos yeux, justifie un si long voyage?

— Tout d'abord l'atmosphère différente que l'on trouve à Caux. Plusieurs des membres de notre délégation ont l'occasion de participer à des congrès d'une sorte ou d'une autre. On y rencontre toujours des gens qui n'ont qu'un désir, celui de faire passer à tout prix leur point

de vue. Personne n'y écoute les autres. Ici, c'est différent. On établit des contacts enrichissants avec des gens de tous pays.

Ensuite, on reçoit des idées essentielles. Par exemple ce petit mot-clé: «non qui a raison, mais ce qui est juste» a déjà eu une influence décisive sur nous.

— Décisive?

— Les relations entre la direction et le personnel de notre firme en ont été totalement renouvelées. Après notre retour de Caux, cette petite phrase dont j'ai parlé, «non qui a raison mais ce qui est juste», a souvent été mentionnée dans les négociations par l'un ou l'autre des partenaires. A plusieurs reprises, cela nous a sortis de l'impasse, car chacun portait un jugement serein sur la situation. Puis-je ajouter une note personnelle?

— Certainement.

— J'ai aujourd'hui davantage de temps pour ma famille. Je suis marié depuis quatorze ans et j'ai deux fils et deux filles. J'estime que j'ai été un bon père, mais j'en suis devenu un meilleur. Ma femme affirme que j'ai changé. Je ne sais pas si elle a raison. Mais elle dit que mon langage est plus poli et que j'ai davantage de considération pour les autres!

Voyez-vous, je suis le type d'homme qui est plutôt centré sur son travail. J'aime mon travail et j'aime mon entreprise. Bien sûr, j'aime aussi ma famille. J'ai donc appris à être centré non seulement sur mon travail, mais aussi sur ma famille. Ainsi, bien que mon emploi du temps soit resté le même, j'ai davantage de temps pour les miens.

— Vous représentez une grande société japonaise. Or certains milieux industriels européens ont très peur de votre concurrence. Que pensez-vous des relations économiques entre pays?

— Un pays ne devrait pas décider d'une politique sans se préoccuper des conséquences sur les autres.

Nous autres Japonais désirons que le monde comprenne notre situation. Nous n'avons aucune ressource naturelle. Notre économie dépend donc entièrement du travail que nous fournissons. Nous devons manufacturer, donc nous devons pouvoir exporter.

De notre côté, nous devons aussi comprendre les problèmes des autres nations, chômage, inflation, etc. Je crois fermement qu'on peut susciter le genre de relations qui permettent à chacun de mettre sur la table les faits tels qu'ils sont. Dans les rapports au sein de notre entreprise, j'ai découvert que si je suis honnête, j'encourage mon partenaire à l'être aussi. Il n'en est pas autrement dans les rapports internationaux. Il faudra organiser des conférences où chacun se met à la place de l'autre. Caux, pour cela, est un modèle de ce qui pourra être fait à une large échelle.

(Propos recueillis par Charles Piguet.)

**Six fois par semaine,
les 17 membres
d'un équipage Swissair
volent directement
de Genève à New York.
A bord d'un Boeing 747
Jumbo Jet. Qui peut en
même temps, soit dit
en passant, transporter
commodément
353 passagers.**

SR 110, Genève départ 16 h 30, arrivée à New York en dehors des heures de pointe. Tous les jours sauf le mardi, non-stop, par Boeing 747 Jumbo Jet. (Service Swissair intégral, menus à choix, cinéma et huit programmes de musique à votre disposition.)

Votre agence de voyages IATA et Swissair se feront un plaisir de vous fournir des détails complets.

